

FAITS SAILLANTS

- Le chiffre des déplacés internes en Centrafrique ne cesse de croître. De juin à juillet, il est passé de 534 000 à 600 000, soit une augmentation de 11%.
- De janvier à juillet 2017, 196 incidents ont directement ciblé les acteurs humanitaires. Cette violence les a amenés à suspendre leurs activités ou à réduire les opérations strictement aux activités d'assistance vitale.
- L'augmentation des besoins a amené la communauté humanitaire à réviser le Plan de réponse humanitaire. A présent, 2,4 millions de Centrafricains ont besoin d'une assistance. D'un montant de 497 millions de dollars, il n'est encore financé qu'à hauteur de 24%.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	600 000
# de réfugiés centrafricains	484 028
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,4 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

497 millions \$

Fonds requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2017

119 millions \$

Soit 24% des fonds ont été mobilisés

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rendre compte de leurs financements à travers le [Financial Tracking Service](#) (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, d'analyser les gaps et les besoins et de prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



©OCHA/Yaye N. Sène

Au sommaire

Centrafrique, transformer les mots en actions concrètes **P.1**

Perte du caractère civil et humanitaire des sites de déplacés **P.3**

La Centrafrique a besoin d'une mobilisation collective **P.5**

Centrafrique, transformer les mots en actions concrètes

Des besoins humanitaires croissants

La situation humanitaire en Centrafrique n'a pas cessé de se détériorer depuis le début de l'année 2017. Dans ce contexte inquiétant, le Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a séjourné en Centrafrique du 16 au 18 juillet. Sa visite avait pour objectif de constater l'ampleur des besoins humanitaires suite à la résurgence de la violence et à l'irruption, depuis mai 2017, de nouveaux foyers de tension dans le pays. Elle constituait aussi une opportunité de lancer un appel urgent à la communauté internationale à soutenir la réponse humanitaire en Centrafrique. La protection et l'accès humanitaire afin de garantir une réponse aux personnes affectées ont été au cœur de ses entretiens avec les autorités nationales, les partenaires humanitaires et la communauté diplomatique. Il a également été question de concrétiser les efforts communs en vue de répondre au défi colossal de la protection des civils.



©OCHA/Yaye N. Sène. 17 juillet 2017, Le Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien arrive à Bangassou en compagnie du Coordonnateur humanitaire, Najat Rochdi, et du Chef du Bureau d'OCHA en Centrafrique, Joseph Inganji

Au terme de son séjour, malgré quelques réalisations encourageantes, Stephen O'Brien s'est dit extrêmement inquiet par l'escalade de la violence en RCA depuis le début de l'année 2017. « A l'heure actuelle, les activités humanitaires devraient avoir cédé la place à des projets de relèvement ou de développement. Au lieu de cela, nous assistons au quotidien à la détérioration de la situation ; ce qui pourrait conduire à une autre crise humanitaire de grande envergure si rien n'est fait » a-t-il déploré. Les affrontements récurrents entre les groupes armés, même dans des régions qui étaient jusqu'à présent exemptes de violence, en sont la cause.

La protection des civils au cœur de toutes les préoccupations

Sur les 16 préfectures que compte le pays, 14 sont aujourd'hui frappées par la violence. De septembre 2016, début du regain d'instabilité, à juin 2017, le nombre de déplacés internes a augmenté de 40%, passant de 384 000 à 534 000 en juin 2017.

« J'ai entendu beaucoup d'histoires extrêmement triste pendant ma visite à Bangassou. Falmata et Amina, deux mamans de 8 et 3 enfants ont dû fuir leurs maisons du quartier de Tokoyo en mai dernier et ont maintenant trouvé refuge sur le site du Petit Séminaire. Leurs maisons ont été détruites, elles n'ont nul part où aller. Tout ce qu'elles demandent, c'est la sécurité et la sûreté dans leur quartier d'origine pour pouvoir envisager de rentrer chez eux.

Dans la majorité des cas, les déplacés sont victimes de plusieurs déplacements successifs ; ce qui éloigne tout espoir d'un retour rapide à une situation stable.

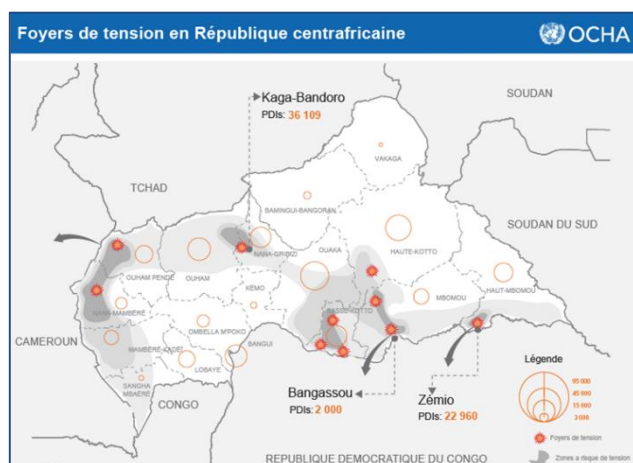
Non seulement les nouvelles vagues de déplacements fragilisent également les capacités d'accueil et de résilience des communautés hôtes, mais elles défient les capacités des acteurs humanitaires de répondre aux besoins de protection des civils.

Le Coordonnateur des secours d'urgence a donc rappelé à « toutes les parties au conflit qu'il est de leur obligation indivisible en vertu du Droit international de protéger les civils, d'assurer leur sécurité et de s'assurer que leurs besoins fondamentaux sont satisfaits ».

« Cette protection des civils dans un environnement aussi difficile implique de protéger les enfants, de les préserver du recrutement par les groupes armés, de protéger les femmes contre le viol, d'empêcher que des hommes et des femmes soient tués et de fournir de l'aide » a-t-il ajouté.

Dans le même temps, les violences à caractère ethnique ou religieux font à nouveau surface en Centrafrique. Lors de sa visite à Bangassou, ville emblématique de cette situation, Stephen O'Brien a pu constater qu'environ 2 000 personnes déplacées d'une minorité sont confinées à l'église catholique locale. « Nous devons donner une chance à la paix » s'est indigné M. O'Brien. « Il est capital de mettre fin à des actes aussi inacceptables afin de donner une chance à la paix. J'appelle toutes les parties à s'engager sans plus tarder dans le dialogue. Il s'agit de la seule chance de la RCA pour la reconstruction de la vie des gens aujourd'hui et pour les générations futures » a-t-il ajouté.

Les humanitaires réduisent leur présence dans quatre villes



La population civile est encore plus démunie lorsque les acteurs humanitaires suspendent leurs activités à cause d'incidents sécuritaires de plus en plus nombreux. En juillet 2017, on dénombrait 196 incidents contre les humanitaires. A titre de comparaison, pour toute l'année 2016, il y en a eu que 137. Les humanitaires ont été contraints de réduire leurs opérations à des activités d'assistance vitale et d'évacuer temporairement la grande majorité de leurs personnels des villes de Kaga

Bandoro, Bangassou, Zémio et Bocaranga. Ces décisions sont motivées par un niveau d'insécurité sans précédent et des menaces qui pèsent sur le personnel et les activités. Certains humanitaires ont totalement suspendu toutes leurs activités en attendant le retour d'un environnement sécuritaire plus propice.

A Zémio, dans la préfecture du Haut Mbomou, depuis le 28 juin 2017, des affrontements entre éléments armés ont abouti au saccage de plusieurs quartiers et ont fait quelque 22 960 déplacés. La communauté humanitaire n'a eu d'autre choix que de suspendre ses activités dans un contexte où l'assistance humanitaire ne pouvait plus être accordée aux nécessiteux. Le scénario est le même à Kaga Bandoro où les humanitaires ont dû drastiquement réduire leurs activités depuis le 1er juillet 2017. Dans cette ville, plus de 36 109 déplacés comptent essentiellement sur l'aide pour subvenir à leurs besoins.



©OCHA/Yaye N. Sène. 17 juillet 2017, Le Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien demande à une déplacée, Falmata, si elle souhaite rentrer dans son quartier à Tokoyo. « Si la sécurité est au rendez-vous, je veux rentrer chez moi tout de suite »

A Bangassou, les violences intercommunautaires ont également forcé les humanitaires à se retirer. A l'heure actuelle, plus de 2 000 déplacés sont toujours confinés dans l'enceinte de l'Eglise catholique depuis le 15 mai 2017. Leur approvisionnement en eau et en intrants humanitaires de première nécessité est plus que jamais difficile en raison de l'insécurité et de la pression que maintiennent les groupes armés non seulement sur les civils mais aussi sur la Force internationale.

Révision obligatoire du Plan de réponse humanitaire

Ce contexte nouveau a suscité une forte augmentation des besoins humanitaires. Après révision du Plan de réponse humanitaire, il s'avère que la population dans le besoin est passée de 2,2 à 2,4 millions entre janvier et juin 2017. Le nouveau Plan d'un montant de 497 millions de dollars n'est encore financé qu'à hauteur de 24%, bien en dessous de la moyenne globale de financement qui est de 34%. « Urgemment, nous avons besoin de financements plus flexibles, des facilités de trésorerie (pas seulement des promesses) autrement l'action humanitaire risque d'être interrompu ou arrêté – la vulnérabilité sera accrue ou plus de vies seront perdues » a alerté Stephen O'Brien.

« Nous tous devons faire davantage pour ce pays. Nous avons besoin de transformer les mots en actions concrètes. Nous ne pouvons pas échouer dans cet effort supplémentaire. Si nous échouons, nous risquons de voir la RCA sombrer à nouveau dans une crise humanitaire de grande envergure » a-t-il martelé.

Perte du caractère civil et humanitaire des sites de déplacés

Que va-t-il arriver si les déplacés ne sont plus en sécurité sur les sites ?

La République centrafricaine connaît un grave regain de violence depuis le début de l'année 2017. Entre janvier et juillet 2017, le nombre de déplacés est passé de 402.240 à 600 000 déplacés soit autant qu'en janvier 2013 lorsque le pays était en pleine crise politique et humanitaire.

Ce recul a donné un sérieux coup de canif au mouvement de retour des déplacés et des réfugiés qui avait été observé à partir de décembre 2016. Aujourd'hui, dans l'arrière-pays, les sites de déplacés qui commençaient à se vider se remplissent à nouveaux. Le plus inquiétant est que la violence a gagné même ces lieux qui devaient pourtant faire office de refuge pour des personnes qui ont souvent subi plusieurs déplacements avant d'y arriver. Les groupes armés et les communautés y transposent leur rivalité. De ce fait, les sites, ont perdu dans beaucoup de villes leur caractère civil et humanitaire.

Selon l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève, « les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue ».

Impunité des groupes armés

A Bria par exemple, la crise du 15 au 18 mai a fait 41 000 déplacés sur une population estimée à 47 000 habitants. Regroupés sur plusieurs sites, les déplacés soupçonnés d'avoir des accointances avec l'ennemi ne sont pas épargnés. Sur le site de PK3, le plus grand par sa surface et par sa population, les enlèvements, séquestrations, menaces et tortures des déplacés sont monnaie courante. Ces violations des droits de l'homme par des individus affiliés à des groupes armés interviennent dans l'enceinte même des sites. En effet, ces hommes sont dans les sites et y sont recensés en tant que déplacés d'où la difficulté de protéger la majorité des civils non armés.

Dans une ville comme Bangassou, le site situé dans l'Eglise catholique est devenu une prison à ciel ouvert comme le dénoncent les déplacés eux-mêmes. Des individus appartenant à un groupe armé ont décidé de tenir un siège et d'empêcher tout mouvement en dehors du site. Ceux qui s'aventurent à l'extérieur pour aller puiser de l'eau ou

«Les fonds sont disponibles mais nous devons nous assurer que la priorité soit principalement donnée au financement de l'action humanitaire avant que la situation n'empire » a suggéré John Ging

rechercher une nourriture plus variée le font au péril de leur vie. Des déplacés ont été mutilés (les oreilles coupées, le plus souvent) pour ne pas avoir respecté cette consigne qui s'apparente à un blocus. De fait, les élèves n'ont pas passé leurs examens de fin d'année. Certains n'ont jamais quitté le site trois mois après y être entré.

A Alindao et à Batangafo, deux convois transportant des rations alimentaires ont été interceptés par des hommes armés. Ces derniers accusaient les humanitaires d'être les complices de leurs rivaux d'une autre communauté quand bien même ces derniers sont des déplacés. Les chargements ont été vandalisés et une partie des rations emportée par les hommes armés. Ces pratiques devenues de plus en plus courantes mettent en péril la vie des acteurs humanitaires et privent fatalement les plus vulnérables d'une aide vitale. En dehors des infrastructures défailtantes, l'insécurité est le plus grand défi posé à la réponse humanitaire.

La Centrafrique est plus que jamais une urgence humanitaire

Le Directeur des opérations du Bureau de la Coordination des affaires humanitaires (OCHA), John Ging s'est dit hautement préoccupé par la dégradation de la situation en Centrafrique et l'augmentation des besoins. Il a invité la communauté internationale, les autorités nationales ainsi que toutes les parties prenantes, à activer tous les leviers possibles pour continuer à « sauver des vies » et à en sauver davantage. « Les fonds sont disponibles mais nous devons nous assurer que la priorité soit principalement donnée au financement de l'action humanitaire avant que la situation n'empire » a-t-il suggéré. Devant le risque d'aggravation de la crise avec des conséquences sur les pays limitrophes, John Ging a également appelé les pays de la région à appuyer les efforts en cours en vue de contenir la crise humanitaire en Centrafrique.



©OCHA/Yaye N. Sène. 12 juin 2017. Bria, Préfecture de la Haute Kotto. Sur le site de déplacés de PK3, John Ging explique aux journalistes que le manque de financement de l'action humanitaire aura indéniablement un effet sur toute la sous-région.

John Ging a effectué une visite officielle en République centrafricaine du 11 au 13 juin suite à la résurgence des foyers de tension et à la recrudescence de la violence, notamment les attaques ciblées à caractère religieux et ethnique au cours des deux dernières semaines du mois de mai 2017.

A cette occasion, il a rappelé aux autorités et aux partenaires techniques et financiers que la Centrafrique demeure une priorité majeure vu qu'une grande proportion de la population a encore besoin d'une assistance humanitaire. Les conséquences humanitaires des affrontements entre groupes armés sont de plus en plus importantes alors que le financement de l'action humanitaire ne couvre pas encore les besoins les plus urgents et critiques. C'est ce que John Ging a pu constater lors de sa visite de Bria dans la préfecture de Haute Kotto, qui a été le théâtre d'affrontements d'une extrême violence entre les 15 et 18 mai 2017. Malgré la grande mobilisation de la communauté humanitaire, les besoins des 41 409 déplacés, la quasi-totalité de la ville, n'étaient toujours pas couverts.

Richard Danziger, Directeur pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'OIM, François Bataingaya, Directeur des urgences de World Vision ont joint leur voix à celle de John Ging afin que la crise humanitaire en Centrafrique reste au centre de l'attention de la communauté internationale.

Les femmes de Paoua redécouvrent les vertus du karité

Les femmes de Paoua, un exemple réussi d'entre-aide

La ville de Paoua, située à 495 kilomètres de Bangui, dans la préfecture de l'Ouham Péné, est une ville où chrétiens et musulmans vivent encore paisiblement. Cette marque de cohésion sociale se reflète dans tous les aspects de la vie quotidienne de la population. Afin de dépasser les conséquences de la violence et de la crise, les femmes ont créé l'association « En-Songo » et y mènent des activités génératrices de revenus.

En Sango, la langue nationale, « En-Songo » signifie « Associations-nous ». Ce nom est à l'image de la communauté et de l'union qui a caractérisé ses membres pendant les conflits. Cette alliance se manifeste aussi dans leur lutte commune pour leur survie lorsque la communauté a dû se cacher dans la brousse pendant la crise.

En effet, fuyant les affrontements, les femmes chrétiennes et musulmanes ont ensemble trouvé refuge dans la brousse. C'est là où elles ont redécouvert les vertus de karité, une noix qui leur a permis de soigner bien des maux. Dans leur cachette, les femmes ont transformé les noix de karité en beurre, utiliser les racines et les écorces de cette plante pour arrêter les hémorragies des parturientes, soigner les caries dentaires et éliminer les parasites intestinaux.



©OCHA/Jean Cotty Beauséjour. Mai 2017, Paoua, Préfecture de l'Ouham Péné. Une vue du siège du groupement En Songo. Ce bâtiment a été construit grâce aux bénéfices réalisés avec la vente des productions agricoles.

La noix de Karité à l'origine de l'autonomisation des femmes de Paoua

Après la crise, de retour à Paoua, elles ont continué l'extraction du beurre de karité. Leur expérience est aujourd'hui partagée avec les autres membres de l'association qui compte 256 femmes et 19 hommes. Leur vision commune est le partage d'expérience qui leur a permis de survivre. A présent, les femmes d'En Songo maîtrisent parfaitement les techniques de transformation des produits agricoles et sont désormais financièrement autonomes grâce aux revenus des ventes des produits.

La culture et la transformation du sésame ainsi que de l'arachide ont permis aux femmes de participer à l'acquisition d'une machine à huile avec le soutien de l'ONG internationale, Pôle du Développement. Grâce à cette innovation, leur rendement est passé de 58 à 98%. Les revenus supplémentaires ont permis aux femmes d'acheter un terrain cultivable d'une superficie de 1,85 hectare et un terrain pour la construction d'un local pour les activités de transformation et qui abritera leurs rencontres. Aujourd'hui, les femmes se servent de leur exemple pour inciter les autres femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat.



©OCHA/Jean Cotty Beauséjour. Mai 2017, Paoua, Préfecture de l'Ouham Péné. Fabrication du beurre de karité.

L'Association « En Songo » a son siège social à Paoua. Contactez les membres d'En Songo au : +236 75 09 57 91.

Les bonnes nouvelles

Au moins 3052 réfugiés Centrafricains se sont spontanément rapatriés, selon le HCR



Le dernier rapport de monitoring de protection montre qu'entre janvier et juin, 3052 rapatriés spontanés en provenance du Cameroun et du Tchad ont été enregistrés dont 1070 dans la Nana Mambéré et 1982 dans la Mambéré Kadeï. Ces mouvements de retours spontanés sont encouragés d'une part par l'amélioration de la situation sécuritaire dans différentes localités du secteur Ouest. Un autre facteur est la présence des structures gouvernementales, l'installation des autorités décentralisées de l'état dans les zones de retour et d'autre part par la reprise bien que timide des activités minières.



Malgré une année scolaire très difficile, la violence et les déplacements, les enfants qui fréquentent les écoles d'urgence soutenues par l'UNICEF à Bambari et Kaga Bandoro ont tous réussi aux examens finaux à l'école élémentaire !

En bref



La Journée mondiale de l'aide humanitaire (JMAH) est l'occasion de rendre hommage à ceux qui font face au danger et à l'adversité pour aider les autres. Cette date a été choisie par l'Assemblée générale des Nations Unies en référence à l'attentat, le 19 août 2003, au Siège des Nations Unies à Bagdad, en Iraq. Cet attentat avait causé la mort de 22 personnes. L'édition 2017 mettra à l'honneur la protection des civils sous le thème « Les civils ne sont pas une cible ». Ce thème est basé sur le Rapport du Secrétaire général sur la protection des civils en période de conflit armé, soumis au Conseil de sécurité le 10 mai 2017. La célébration de l'édition 2017 de la JMAH s'appuiera aussi sur la campagne «#NotATarget» de Médecins sans Frontières.

Le saviez-vous ?

Qu'est-ce qu'un déplacé interne ?



Lorsqu'une personne est forcée de fuir son lieu de résidence habituelle mais demeure dans son pays, elle devient ce que l'on appelle une « personne déplacée interne » (PDI). Les caractéristiques clés du déplacement interne sont sa nature coercitive et le fait que les populations touchées ne franchissent pas de frontières reconnues sur le plan international. Selon les Nations Unies, les PDI sont « des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État ».

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Séne, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org | www.reliefweb.int